

Paris, 5 décembre 2013 | 33<sup>ème</sup> Réunion annuelle de l'Institut du droit des affaires internationales d'ICC

# ARBITRAGE INTERNATIONAL ET DROIT MATÉRIEL APPLICABLE

Preuve, interprétation et application des règles matérielles par les arbitres

## Date

**Jeudi 5 décembre 2013**

## Lieu

**Maison des Polytechniciens**  
12, rue de Poitiers, 75007 Paris, France

## CRÉDITS

**7 Crédits CLE    6 Heures CPD\***  
**6 Crédits MCLE    6 Heures CNB\***

## Objectifs

Cette conférence traite d'un certain nombre de questions relatives au droit matériel applicable par les arbitres. Comment les parties doivent-elles rapporter la preuve du contenu du droit applicable ? Les arbitres sont-ils libres de déterminer le droit applicable indépendamment des parties ? Les arbitres sont-ils liés par la jurisprudence établie par les tribunaux des pays dont la loi applicable relève ?

De manière plus générale, comment les arbitres doivent-ils gérer les contradictions potentielles entre la loi applicable et les clauses convenues par les parties dans leur contrat, ainsi que les cas où le droit applicable serait en contradiction avec les attentes raisonnables des parties évoluant dans le commerce international.

L'objectif de la conférence est d'analyser et débattre de ces questions cruciales fréquemment rencontrées par les arbitres et les conseils dans les litiges internationaux.

En principe, les actes seront publiés dans la série des "Dossiers de l'Institut", et une copie de la publication sera envoyée à tous ceux qui s'inscrivent à cette assemblée annuelle.

## A qui s'adresse cette conférence ?

Tous les professionnels impliqués dans le commerce international et la résolution des différends : avocats, arbitres, magistrats, universitaires, conseillers juridiques, juristes d'entreprise, cadres dirigeants et managers.

## Institut du droit des affaires internationales d'ICC

L'Institut du droit des affaires internationales d'ICC est un "think-tank" qui travaille étroitement avec la Cour internationale d'arbitrage d'ICC. Son conseil est composé de 40 membres de 21 nationalités, tous des professionnels ou des universitaires expérimentés dans le droit du commerce international ou l'arbitrage commercial international.

Créé il y a plus de trente ans, l'Institut a pour vocation d'apporter au monde juridique des travaux de recherche, des séminaires de formation et des informations sur le développement du droit des affaires internationales. Afin de rester fidèle à sa philosophie d'excellence, l'Institut propose des formations, des conférences et des publications sur différents sujets relatifs au droit du commerce international.

## Partenaire média



*\*approval for these credits has been requested*



**Chambre de commerce internationale**  
*L'organisation mondiale des entreprises*





# PROGRAMME ET INTERVENANTS

## Président de l'Institut du droit des affaires internationales d'ICC

**Yves Derains**, Associé fondateur, Derains & Gharavi, France; Ancien Secrétaire Général, Cour internationale d'arbitrage d'ICC

## Co-Présidents

**Fabio Bortolotti**, Avocat associé, Buffa, Bortolotti & Mathis, Italie; Membre du Conseil, Institut du droit des affaires internationales d'ICC

**Pierre Mayer**, Avocat associé, Dechert LLP, France; Professeur agrégé des Facultés de droit; Membre du Conseil, Institut du droit des affaires internationales d'ICC

### Matin

09.30-13.00

09.00

Accueil

#### Discours de bienvenue et introduction

##### Choix du droit applicable par les parties

- Remarques introductives
- Les options des parties: droit national de l'une des parties, droit d'un Etat tiers, Lex Mercatoria, Principes Unidroit
- Dans quelle mesure les parties peuvent elles « manipuler » le droit applicable choisi? « Dépeçage » du contrat, clauses de stabilisation, exclusion de règles impératives
- Questions et discussion

**Bernard Audit**, Professeur émérite de l'Université Panthéon-Assas (Paris 2), France

##### Etablissement du contenu de la loi applicable

- Modes de preuve du contenu de la loi: mémoires des parties, rapports d'experts etc
- Rôle des parties et des arbitres
- Dans quelle mesure l'arbitre peut-il d'office introduire de nouveaux éléments?
- Questions et discussion

**Antonias Dimolitsa**, Avocat associé, Antonias Dimolitsa & Associés, Grèce; Vice-Président, Institut du droit des affaires internationales d'ICC

**Phillip Capper**, Avocat associé, White & Case LLP, Royaume-Uni; Professeur de droit, King's College Londres; Membre, Institut du droit des affaires internationales d'ICC

##### Interprétation des règles du droit national par les arbitres

- L'arbitre est-il tenu de respecter le droit jurisprudentiel national aussi strictement qu'un juge?
- L'arbitre devrait-il prendre en compte la jurisprudence arbitrale? Quelle importance faut-il accorder au fait que cette jurisprudence soit fondée sur différentes lois nationales?
- Questions et discussion

**William W. Park**, Professeur de droit, Université de Boston, Etats-Unis; Rédacteur en chef, Arbitration International; Président, London Court of International Arbitration

##### Dans quelle mesure l'arbitre est-il tenu de respecter le droit jurisprudentiel national? Le point de vue allemand concernant les clauses types (AGB)

- Questions et discussion

**Klaus-Peter Berger**, Professeur de droit, Université de Cologne, Allemagne; Président, DIS (Deutsche Institution für Schiedsgerichtsbarkeit)

13.00-14.30

Déjeuner

### Après-midi

14.30-17.30

#### L'arbitre peut-il se prononcer sur des questions de hiérarchie des normes? (par exemple, en cas de conflit entre la loi et la constitution dans le droit applicable)

- Questions and discussion

**Horacio Grigera Naón**, Arbitre indépendant, Etats-Unis; Ancien Secrétaire Général, Cour internationale d'arbitrage d'ICC; Membre du Conseil, Institut du droit des affaires internationales d'ICC

#### Cas d'opposition entre des clauses contractuelles et des règles spécifiques du droit applicable

- Application stricte de la loi et approche plus souple
- L'expérience arbitrale
- Questions et discussion

**François Perret**, Avocat au Barreau de Genève, Suisse; Professeur émérite de la Faculté de Droit de l'Université de Genève; Membre du Conseil, Institut du droit des affaires internationales d'ICC

#### Comment se conformer aux exigences de la loi applicable tout en prenant en compte les attentes et la volonté des parties et les exigences liées au commerce international?

Débat présidé par **Pierre Mayer**

- Questions and discussion

**Matthieu de Boissésou**, Avocat associé, Darrois, Villey, Maillot, Brochier, France; Membre, Institut du droit des affaires internationales d'ICC

**Antonio Crivellaro**, Of Counsel, Bonelli Erede Pappalardo Studio Legale, Italie; Membre du Conseil, Institut du droit des affaires internationales d'ICC

**Tarek Fouad A. Riad**, Avocat associé, Kosheri, Rashed & Riad, Egypte; Membre du Conseil, Institut du droit des affaires internationales d'ICC

**Mohanadass Kanagasabai**, Avocat associé, Mohanadass Partnership, Malaisie

#### Conclusion

17.30-18.45

#### Cérémonie de remise de Prix de l'Institut 2013 suivie d'un cocktail



## NOTE LOGISTIQUE

### Frais d'inscription

Les frais d'inscription couvrent les documents de travail, le déjeuner et le cocktail, ainsi qu'une copie de la publication regroupant les actes de la conférence, si elle a lieu, dans la série des Dossiers de l'Institut. Les frais de séjour et de voyage ne sont pas compris dans les frais d'inscription.

#### Avant le 4 octobre 2013: «Tarif spécial»

☐ **€740\*** (€885.04)

#### Après le 4 octobre 2013:

☐ Pour les membres d'ICC **€1025\*** (€1225.90)

☐ Pour les non-membres **€1140\*** (€1363.44)

*\* hors TVA. Selon l'article 53 de la Directive Européenne 2066-112CE, ICC Services doit ajouter la TVA à ses prix.*

*Pour demander un remboursement de la TVA :*

*- Les entreprises établies dans un autre Etat membre de l'Union européenne doivent consulter le portail électronique de la Direction Générale des Impôts de leur pays*

*- Les entreprises étrangères établies hors de l'Union européenne doivent remplir le formulaire n° 3559 SD de la Direction Générale des Finances Publiques en France*

*Pour plus d'informations, veuillez consulter le site internet suivant: <http://www2.impots.gouv.fr/dresg/pas-etb-stable/rembt-tva.htm>.*

### Comment s'inscrire

**Inscrivez-vous en ligne** sur (\*paiement sécurisé par carte de crédit) at **[www.iccevents.org](http://www.iccevents.org)**

Ou complétez et retournez le bulletin d'inscription en indiquant le mode de règlement à :

**Courriel:** [events@iccwbo.org](mailto:events@iccwbo.org)

**Tel:** +33 1 49 53 28 67

**Fax:** +33 1 49 53 30 30

**Par courrier:** ICC Services, Training and Conferences, 38, Cours Albert 1er, 75008 Paris, France

L'inscription sera confirmée dès réception du bulletin d'inscription accompagné des frais d'inscription. Pour profiter des tarifs spéciaux, veuillez noter qu'ICC Services doit recevoir impérativement le paiement avant la date limite.

### Organisation du voyage et hébergement

L'organisation du voyage et la réservation des chambres d'hôtel incombent à chaque participant. Une **liste d'hôtels** à Paris avec lesquels l'ICC a négocié des tarifs préférentiels sera envoyée dès réception du bulletin d'inscription.

Une lettre d'invitation de la part d'ICC pour faciliter l'obtention d'un **visa** peut être envoyée à la demande du participant, uniquement après réception du bulletin d'inscription et des frais d'inscription.

### Langues de travail

Français /Anglais avec interprétation simultanée.

### Formation professionnelle continue

ICC Formation et Conférences est habilité par la Solicitors Regulation Authority et les Barreaux d'**Angleterre** et du **Pays de Galles**, de **Californie** et de **New York** à dispenser des formations comptant au titre des MCLE/CLE Credits et des CPD points. Cette formation est en cours d'homologation auprès du CNB pour les avocats en **France**. *Les avocats exerçant en France peuvent demander le remboursement de ce cours auprès du FIFPL (Fonds Interprofessionnel de Formation des Professionnels Libéraux), sous réserve des modalités et conditions.*

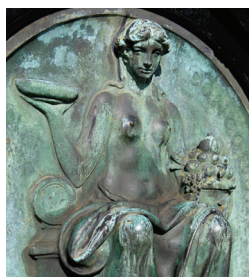
### Conditions d'annulation

Seules les annulations formulées par écrit seront prises en considération. Pour toute demande reçue **avant le 31 octobre 2013**, le remboursement des frais d'inscription se fera à hauteur de 50%. Pour toute demande reçue après ce délai, les frais d'inscription resteront dus en totalité. Dans ce cas, l'inscription pourra être transférée à une autre personne remplissant les conditions d'admission requises, sous réserve de l'accord du responsable d'ICC Formation et Conférences.

ICC Services se réserve le droit d'annuler cet événement, de modifier légèrement les horaires du programme ou les orateurs. Dans l'éventualité de l'annulation de l'évènement, les participants se verront remboursés en intégralité. Cependant, ICC Services ne saurait être tenu de rembourser toute dépense annexe incombant au participant.

### Opportunités de partenariat

Cette formation vous offre une occasion unique de développer des partenariats dans le monde entier. Un partenariat vous offrirait une visibilité sans précédent auprès des plus grands décideurs du commerce mondial et/ou dans le réseau de l'arbitrage international. Pour plus de renseignements, veuillez contacter Mme Rodriguez à : **[luz.rodriguez@iccwbo.org](mailto:luz.rodriguez@iccwbo.org)**



Paris, 5 décembre 2013 | 33<sup>ème</sup> Réunion annuelle de l'Institut du droit des affaires internationales d'ICC

# ARBITRAGE INTERNATIONAL ET DROIT MATÉRIEL APPLICABLE

Preuve, interprétation et application des règles matérielles par les arbitres

## BULLETIN D'INSCRIPTION S 1311

Date **Jeudi 5 décembre 2013**  
Lieu **Maison des Polytechniciens**  
12, rue de Poitiers, 75007 Paris - France

Inscription en ligne\*  
**www.iccevents.org**

\*Paieement sécurisé par carte de crédit

ou complétez et retournez à  
**events@iccwbo.org**  
Fax: +33 (0)1 49 53 30 30

Informations  
sur le  
participant  
(Veuillez écrire en  
majuscules)

Titre (M./Dr/Mme/etc.) \_\_\_\_\_  
Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_  
Fonction \_\_\_\_\_  
Société \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Ville/Etat \_\_\_\_\_ Code postal \_\_\_\_\_  
Pays \_\_\_\_\_ Courriel \_\_\_\_\_  
Téléphone ( \_\_\_\_\_ ) \_\_\_\_\_ Télécopieur ( \_\_\_\_\_ ) \_\_\_\_\_

Frais  
d'inscription

**Avant le 4 octobre 2013: «Tarif spécial»**  
☐ **€740\*** (€885.04)

**Après le 4 octobre 2013:**

☐ Pour les membres d'ICC **€1025\*** (€1225.90)  
☐ Pour les non-membres **€1140\*** (€1363.44)

\*hors. TVA à 19,6%

Code spécial (NC, etc.)

Mode  
de paiement

☐ Par carte de crédit: ☐ American Express ☐ Euro/MasterCard ☐ Visa

Numéro de carte \_\_\_\_\_ Date d'expiration \_\_\_\_\_

Nom du titulaire \_\_\_\_\_

☐ Par virement bancaire: **LCL**

Beneficiary: ICC Services Compte N° 0000060021B Clé RIB 64 Code Banque 30002

Code Guichet 04866 Swift: CRLYFRPP IBAN: FR61 3000 2048 6600 0006 0021 B64

**Veuillez mentionner la référence "S1311" ainsi que le nom du participant.**

Prière de noter que les frais bancaires sont à la charge du participant.

Date \_\_\_\_\_ Signature \_\_\_\_\_

Protection  
des données

Les informations recueillies sur ce formulaire seront utilisées pour votre inscription. Elles seront sauvegardées dans les bases d'ICC pour la seule utilisation d'ICC (Chambre de Commerce Internationale et sa filiale ICC Services). Conformément à la loi française "informatique et libertés" du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations vous concernant en contactant l'ICC à [registrationevents@iccwbo.org](mailto:registrationevents@iccwbo.org). Les informations recueillies pourront être utilisées par l'ICC pour vous tenir informé des développements dans votre sphère d'activité à travers des publications, abonnements, événements et autres offres commerciales. Veuillez indiquer si vous désirez recevoir ces informations :

☐ Oui ☐ Non

Désirez-vous recevoir des offres commerciales d'organisations associées, en particulier des **comités nationaux d'ICC**:

☐ Oui ☐ Non

Clause de  
non-  
responsabilité

Les images et vidéos prises par le personnel d'ICC ou un photographe attitré au cours de cette formation pourront être utilisées ultérieurement, sans autre notification, afin d'illustrer des documents imprimés ou disponibles en ligne tels que des brochures ou autres outils de commercialisation et faire l'objet de diffusions sur des réseaux sociaux ou sur le site internet d'ICC. Toute inscription entraîne l'acceptation tacite de cette clause de non-responsabilité à défaut de toute notification manuscrite de non-acceptation adressée à l'attention d'ICC Services